

Édito

Juillet 2005

La rentrée sera marquée par deux temps forts : la suite de nos réflexions sur le vote de gauche en Alsace et le colloque annuel de notre association.

Nous avons tenu en mars 2005 une séance de travail interne, consacrée au vote de gauche en Alsace. Une quinzaine de participants ont discuté à partir de communications analysant sous divers angles les élections alsaciennes sur une période allant de 1945 à nos jours. L'objet de la rencontre était de dégager des orientations qui pourraient servir à définir le thème du colloque 2006. Une deuxième réunion de travail du même type aura lieu le 29 octobre, à l'IEP, de 9h à 12h. Les membres de l'association sont cordialement invités à y participer, qu'ils aient pu assister ou non à la première réunion.

Nous avons pensé qu'il serait bon de diffuser une partie des documents présentés en mars. Voilà pourquoi ce bulletin se présente sous une forme inhabituelle, avec une diffusion restreinte aux membres ayant cotisé cette année.

Ce bulletin servira ainsi de document préparatoire pour la deuxième journée d'étude. Nous livrons informations, commentaires et cartes à votre réflexion. Vous pouvez vous lancer ainsi dès maintenant dans vos devoirs de vacances !

La deuxième manifestation sera notre colloque annuel, organisé le 3 décembre 2005, salle Pasteur, au Palais universitaire : Enseignants du public — organisations, mobilisations, influences, 1918 – 1980.

Comme par le passé, nous entendons travailler à partir de considérations nationales et locales, et faire intervenir des spécialistes des questions de l'éducation, des acteurs de la vie scolaire et des témoins de l'évolution du système éducatif en Alsace.

Nous y reviendrons en temps utile, mais il est souhaitable que la publicité de cette manifestation soit dès maintenant la plus large possible. À vous d'en parler autour de vous.

Bonnes vacances. Rendez-vous à la rentrée.

Françoise Olivier-Utard.

Sommaire

Édito

Par Françoise Olivier-Utard 1

La gauche

Notes de réflexion

Alfred Wahl 2

Le vote à gauche en Alsace

Bernard Schwengler 4 – 9

Cartes électorales

François Igersheim 9 – 11

Annnonce

du colloque 2005 12

Renseignements pratiques

Adresses 12

Bulletin d'adhésion 12

La gauche Notes de réflexion

Alfred Wahl

Ces quelques réflexions portent sur la gauche au niveau national et sur ses particularités alsaciennes en liaison avec le fond culturel de la région. Ces dernières sont en relation directe avec la question de la nation et avec le problème du pluralisme confessionnel et s'ajoutent aux problèmes plus classiques qui déterminent le choix politique.

Parmi les nombreuses définitions susceptibles d'être avancées concernant la notion de gauche, l'une vaut sans doute sur la longue durée en France. La gauche serait une conviction, une force agissante, un ensemble d'hommes et de femmes qui visent à promouvoir deux projets dans l'ordre chronologique et historique : le projet d'émanciper les citoyens et celui d'améliorer la situation matérielle des plus défavorisés. Le premier en date mérite d'être rappelé car il est toujours au cœur de tous les courants de gauche jusqu'à nos jours. C'est celui qui cherche à émanciper l'individu qui, en Europe occidentale, et jusqu'à la Révolution française au moins a été régi par une philosophie axée sur la soumission, l'obéissance et plus encore sur la résignation. Il s'agit de celle de l'Église catholique et adoptée par le pouvoir politique qui promeut une société fixe et unie. Vouloir libérer la pensée, la parole, améliorer la situation sociale en émancipant et en instruisant conduit à militer contre cette philosophie qui postule que chacun doit demeurer à sa place.

C'est avec la Révolution que se forment les deux courants parlementaires, droite et gauche. Le vote sur le droit de veto au profit du roi, le 28 août 1789, en est l'occasion puisque c'est là que les oui et les non se placent respectivement à droite et à gauche du président de séance.

Cette dualité scande désormais l'évolution de l'histoire politique de la France. Au cours du début du XIX^e siècle, il existe désormais un fossé entre les projets des traditionalistes et des conservateurs à droite et ceux des libéraux à gauche. Les deux blocs sont dénommés le parti de l'ordre et le parti du mouvement après 1830. A cette date, la gauche est libérale, c'est-à-dire favorable à certaines libertés, celles dont souhaite bénéficier la bourgeoisie. Ce qui exclut encore l'essentiel des libertés politiques.

Au cours du siècle, émerge lentement une gauche nouvelle, successivement radicale, républicaine, puis sociale qui décale vers le centre les libéraux originels. Cette gauche est petite-bourgeoise et ouvrière. Elle formule de nouvelles revendications sociales mais la dimension philosophique perdure : l'amélioration de la situation sociale des ouvriers et de toutes les couches les plus modestes passe toujours par l'émancipation culturelle. La laïcité, surtout sa version scolaire, constitue bien le dénominateur commun du conglomérat de la gauche. La gauche est d'abord philosophique. Le mot d'ordre est la lutte pour les libertés de pensée et contre les prétentions totalitaires rappelées dans l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus* du pape Pie IX. Il est vrai que certains courants socialistes se méfient de ces petits bourgeois laïcs qui se soucient moins de la question sociale.

Ainsi la gauche se reconstruit sans cesse autour de nouveaux projets nés désormais en réaction contre

l'évolution économique. Mais jamais, la dimension philosophique n'a été gommée ou oubliée par la montée des options sociales et même avec l'irruption du parti communiste. Simplement, les gauches nouvelles se positionnent à l'extrémité du courant en privilégiant le projet social.

Il existe toujours un courant, le parti socialiste avec pour appendice le parti communiste qui lui doit d'exister encore ; il est porteur d'une longue histoire qui se définit d'abord en opposition par rapport à la droite. La gauche se voulait longtemps le peuple. L'on parlait volontiers de « peuple de gauche » qui faisait plus référence à la mémoire et qui s'est caractérisé de plus en plus rarement par des rituels, des chants ou le vocabulaire et très peu par un projet. Tout cela, l'extrême-gauche se l'est désormais appropriée. La gauche socialiste conserve partiellement sa réputation parce que les mentalités évoluent à un rythme plus lent que les réalités matérielles. Cette réputation perdure parce que cette gauche est un « lieu de mémoire » comme le suggérait déjà Longuet.

Existe-t-il encore une différence de nature entre la droite et la gauche parlementaire hormis les références historiques ? La droite est soucieuse de nier l'existence de classes sociales et de conflits de classe ; elle considère ce vocabulaire comme désuet et les réalités ainsi définies comme périmées ; un point de vue partagé par la plupart des socialistes ainsi que par la presse, y compris libérale de gauche, la radio et la télévision qui tentent d'imposer les expressions de majorité et d'opposition. Ainsi la différence droite-gauche serait anachronique. La gauche a longtemps répondu en reprenant la formule du philosophe Alain datant d'avant 1939 : « celui qui affirme que la notion de droite et de gauche n'existe plus, celui-là se désigne involontairement comme étant de droite ».

Maurice Agulhon considère aujourd'hui qu'il existe trois tendances politiques : la droite, la gauche et le refus. Pour lui, la droite et la gauche parlementaire jouent entre eux un jeu sur des bases identiques. Dans ces conditions, la formule d'Alain ne vaut peut-être plus si on l'applique aux deux grands courants parlementaires actuels. Le « refus » considère désormais cette gauche et cette droite comme étant du « pareil au même ». Et il ne s'agit pas d'un retour politique de la « tactique classe contre classe » comme entre 1928 et 1934 en Allemagne. La formule d'Alain serait alors inversée. On reconnaîtrait désormais un homme de gauche parce qu'il déclarerait qu'il n'y avait plus de différence entre la droite et les socialistes. L'on observe quelques éléments sérieux qui autorisent aujourd'hui à contester le label de gauche au parti socialiste qui conserve la dénomination de parti de gauche en vertu de la durée, tout comme la Gauche républicaine ou les Républicains de gauche sous la Troisième République. En 2002, le chef du parti socialiste, Lionel Jospin venait de souscrire à la privatisation d'une grande entreprise nationale avant de déclarer que son programme présidentiel n'était pas socialiste. Lors du référendum de mai 2005, la droite parlementaire et la majorité des membres du parti socialiste se sont retrouvés sur la même ligne.

Ces derniers entérinant « l’ultra-libéralisme » qui est au principe du projet de constitution européenne et s’alignant ainsi sur les objectifs de la droite parlementaire.

Au lendemain du scrutin, l’on se retrouve dans une configuration nouvelle où émerge une « néo-gauche » où figurent ceux qui se situent au sein d’une gauche à gauche du parti socialiste et au-delà. La direction du parti socialiste conserve la majorité de ses militants mais elle a été abandonnée par la majorité de ses sympathisants et de ses électeurs: cette défection du « peuple de gauche » constitue un indice probant soulignant un alignement sur des positions de droite. Le parti socialiste s’était déjà replié sur ses positions les plus traditionnelles lors du scrutin présidentiel, à savoir la promotion de réformes des mœurs avec détermination: PACS, homosexualité, etc. Ce faisant, l’aile droite du parti, dominante aujourd’hui, renonce à la défense du « peuple de gauche » tout comme il renonce à son soutien. Il semble avoir fait le pari de la désintégration ou de la perte de ce « peuple » pour s’appuyer sur une autre couche sociale, celle des « diplômés » (Akademiker en Allemagne). Ainsi des journaux réputés de gauche et lus par ceux que l’on appelle de façon polémique les « Li-Li » ou les « Bo-Bo » comme *Libération* ou *Le Nouvel Observateur* ont choisi le « oui » au référendum, sans compter *Le Monde*. C’était déjà cette clientèle qui était restée fidèle à Lionel Jospin en 2002, lui aussi abandonné par le « peuple de gauche ». On disait alors, de façon non moins polémique qu’il avait conservé l’appui des 6^e et 7^e arrondissements de Paris. La droite du parti socialiste a revêtu la tunique d’une gauche exclusivement philosophique.

La tendance observée au niveau national d’une gauche en plein bouleversement se double sur le plan régional des effets de la persistance ou même du réajustement des spécificités locales, même après plus de quatre-vingts ans de présence dans la République française. Au 19^e siècle, la gauche en Alsace est incarnée par les libéraux qui acceptent la modernité, le pluralisme, l’école interconfessionnelle (et non laïque) tout en étant conservateurs sur le plan social. Cette « gauche » partage des objectifs émancipateurs. Il s’agit d’abord de la population protestante. Ainsi le vote est de nature culturelle et non sociale. En 1848-1849, Les « rouges » de l’Alsace bossue n’étaient autres que les protestants hostiles au traditionalisme catholique : version alsacienne des radicaux d’Outre-Vosges. L’anticléricalisme était anticatholicisme en Alsace. Si les libéraux-opportunistes français, si les libéraux alsaciens continuent d’être classés à gauche, c’est uniquement en raison de leur position philosophique ou culturelle. La gauche sociale occupait encore peu de place. Si les élus catholiques parlent de « social », le député Winterer s’oppose lors du vote du budget aux dépenses prévues pour l’école, considérant que le montant était bien trop élevé. Dans ce camp, les choses sont moins ambiguës : c’est le conservatisme culturel et social à la fois.

Après 1890, les socialistes se présentent comme les défenseurs de la classe ouvrière. Ils deviennent les adversaires privilégiés des catholiques car, comme le libéraux, ils combattent le traditionalisme en vue d’émanciper la classe ouvrière. La gauche socialiste aussi est culturelle. Ce qui rend possible les alliances

de second tour avec les libéraux, même avec les plus conservateurs sur le plan social. A Strasbourg-Campagne, à Colmar, en 1912, l’élu socialiste doit son siège aux électeurs libéraux, c’est-à-dire surtout aux agriculteurs protestants, qui n’hésitent pas à se prononcer pour la socialisation de la terre, par aversion pour les catholiques et leurs conceptions. Le SPD est devenu, comme dans le Reich, un parti libéral-protestant de rechange. L’écart entre les dirigeants socialistes et leur électorat se creuse.

Des curés de la nouvelle génération, notamment à Mulhouse à la fin du XIX^e siècle, ont beau proposer une lutte sociale contre le patronat protestant, il ne peuvent être positionnés à gauche en raison de leur attachement normal aux valeurs conservatrices et anti-émancipatrices sur le plan moral et culturel. D’ailleurs, l’objectif social des curés est d’abord de préserver la dignité humaine du petit peuple qui doit l’empêcher de quitter la pratique religieuse. En Allemagne, l’alliance politique naturelle du Zentrum se fait avec les conservateurs et non avec les libéraux.

Au cours des années trente, quarante et cinquante, le député catholique, MRP, puis centriste a beau se poser en défenseur des classes modestes, lui-même et son parti se retrouvent toujours dans le camp des droites au moment des scrutins essentiels et au moment de la formation des coalitions. La SFIO en déclin, de son côté, n’hésite plus à nouer des alliances à droite, accentuant ainsi sa perte de crédit chez le « peuple de gauche ».

Une évolution se produit au début des années 1970, lorsque la partie la plus progressiste du peuple catholique se tourne vers le parti socialiste, formant ainsi une aile catholique dont l’influence se fait sentir aussitôt, notamment en Alsace. C’est ce courant qui se réfère très vite à un « socialisme alsacien », qui, implicitement d’abord, puis explicitement se veut plus modéré à la fois sur le plan social et sur le plan culturel. Le parti communiste étant réduit à 1% de l’électorat en Alsace, l’extrême-gauche tente de prendre la relève. Pour l’heure, la « gauche » socialiste domine encore sur le plan électoral. S’agit-il encore de la gauche née à Epinay en 1971 ? Sur tous les plans, les principaux élus nationaux de ce parti sont aujourd’hui plus près de l’ex-MRP et des centristes. L’un d’eux a été élu sénateur sans nul doute avec l’appui des centristes. Représente-t-il encore la « gauche » ? Un autre a regretté publiquement et, manifestement pour des raisons électorales, de n’avoir pu assister aux obsèques du pape. Un troisième a déclaré solennellement qu’il souhaitait le maintien du Concordat et de la législation scolaire en vigueur. Tous ont approuvé la constitution européenne. Ainsi, la laïcité est rejetée, l’ultra-libéralisme est entériné. Le « socialisme alsacien » procède-t-il encore de la gauche ?

Quoiqu’il en soit de ces considérations, l’analyste ne peut aller plus loin, tout simplement parce qu’il existe deux perceptions de la gauche : l’une, subjective, dénommée ainsi par la presse et le sens commun. Elle est contestée par ceux qui prétendent se situer plus à gauche, dans la vraie gauche. L’autre conception se voudrait objective ; c’est celle que l’on cherche à définir à titre individuel, selon des critères précis.

Le vote à gauche en Alsace

Bernard Schwengler

Les résultats électoraux présentés dans les tableaux suivants proviennent des sources suivantes :

- Journaux *Le Monde* et *les Dernières Nouvelles d'Alsace* pour les résultats de 1974 à 2004
- Bernard Vogler, *Histoire politique de l'Alsace*, La Nuée bleue, Strasbourg, 1995
- François Goguel et Alfred Grosser, *La politique en France*, Armand Colin, 1964, pour les résultats de 1945 à 1974.

Pour les résultats de 1912 à 1936, les sources sont les suivantes :

- pour la France dans son ensemble, Stein Rokkan, Jean Meyriat, *Guide international des statistiques électorales*, Mouton, Paris – La Haye, 1969.
- pour l'Alsace, *Das Elsass von 1870-1932*, Colmar, 4 volumes, 1936-1939
- François Georges Dreyfus, *La vie politique en Alsace, 1919-1936*, Armand Colin, 1969 (résultats calculés en pourcentage des suffrages exprimés à partir de F.G. Dreyfus qui les présente en pourcentage des inscrits).

Tableau 1

Scores obtenus par les listes de gauche dans l'ensemble des régions de France métropolitaine au second tour des régionales de 2004 (sans la Corse)

(En pourcentage des suffrages exprimés)

Alsace :	34,5
Aquitaine :	54,8
Auvergne :	52,6
Bourgogne :	52,5
Bretagne :	58,7
Centre :	49,1
Champagne-Ardennes :	41,9
Franche-Comté :	46,7
Ile-de-France :	49,1
Languedoc-Roussillon :	46,5
Lorraine :	48,5
Limousin :	62
Midi-Pyrénées :	57
Basse-Normandie :	46,2
Haute-Normandie :	52,7
Nord-Pas-de-Calais :	51,8
Pays de Loire :	52,3
Picardie :	45,4
Poitou-Charente :	55,1
Provence-Côte-d'Azur :	45
Rhône-Alpes :	46,5
Moyenne nationale :	50,1

Commentaire

L'Alsace se distingue de l'ensemble des autres régions de France pour la faiblesse de son vote à gauche. Non seulement le vote à gauche en Alsace est plus faible que dans la France dans son ensemble (moyenne nationale), mais il est nettement plus faible que dans chacune des autres régions prises individuellement.

Tableau 2

Le vote à gauche : comparaison Alsace – France aux élections présidentielles et législatives

(En pourcentage des suffrages exprimés)

1^{er} tour des présidentielles

	P74	P81	P88	P95	P02
Alsace	32,1	32,3	33,1	28,6	34
France	45,9	46,7	45,6	40,5	42,8
Ecart	13,8	14,4	12,5	11,9	8,8

2e tour des présidentielles

	P74	P81	P88	P95	P02
Alsace	33,5	37,1	49,1	42,1	—
France	49,2	51,8	53,4	47,3	—
Ecart	15,7	14,3	4,3	5,2	—

1^{er} tour des législatives

	L81	L86	L88	L93	L97	L02
Alsace	36	27,3	35,2	15,6	22,5	24,2
France	55,6	43,9	49,2	35,3	40,3	37,2
Ecart	19,6	16,6	14	19,7	17,8	13

Tableau 3

Le vote à gauche : comparaison Alsace France aux élections européennes et régionales

(En pourcentage des suffrages exprimés)

Elections européennes

	E79	E84	E89	E94	E99	E04
Alsace	29,9	19,6	23,2	37,1	36,5	33,2
France	47,3	35,1	32,7	43,1	43,5	42,9
Ecart	17,4	15,5	9,5	6	7	9,7

Elections régionales (tour unique ou 1er tour)

	R86	R92	R98	R04 (1)
Alsace	27	21,5	20,4	26,7
France	42,9	36,6	41,8	40,3
Ecart	15,9	15,1	21,4	13,6

Elections régionales (2^e tour)

	R2004 (2)
Alsace	34,5
France	50,1
Écart	15,6

Commentaire des tableaux 2 et 3

A chaque consultation électorale, le score des candidats ou des listes de gauche en Alsace est plus faible que pour la France dans son ensemble.

L'évolution des scores des candidats ou des listes de gauche en Alsace s'effectue de façon parallèle à leur évolution au niveau national. Lorsque la gauche progresse au niveau national, elle progresse également au niveau régional. Lorsqu'elle régresse au niveau national, elle régresse également au niveau régional. Les exceptions à ce parallélisme dans les évolutions sont peu nombreuses et elles concernent des écarts de voix peu importants. Ce parallélisme dans les évolutions correspond à la dimension nationale des consultations électorales, aussi bien en ce qui concerne la structure de l'offre politique que les programmes et les enjeux. Cette dimension nationale est observable aussi bien aux présidentielles, aux législatives, aux européennes et aux régionales.

Les écarts de score entre la gauche en Alsace et la gauche au niveau national sont variables selon la nature de la consultation électorale – c'est aux élections présidentielles et européennes qu'ils sont les plus faibles et c'est aux élections législatives et régionales qu'ils sont les plus forts (c'est-à-dire aux élections qui ont lieu dans une circonscription correspondant à un territoire local – circonscription pour les législatives

et département pour les régionales). Par ailleurs, aux seconds tours des présidentielles de 1988 et 1995, les écarts sont particulièrement faibles (cf. explications à cela aux tableaux 5,6 et 7)

Sur la longue période, les écarts de voix ont tendance à se réduire, même si cette réduction n'est pas linéaire. Il existe deux explications possibles à la réduction des écarts du vote à gauche entre l'Alsace et la moyenne nationale.

Le particularisme alsacien en matière de vote à gauche correspond à un phénomène qui a été produit dans le passé (pendant l'entre deux guerres cf. tableau 14). Il a tendance à se perpétuer d'élections en élections et à se transmettre sur plusieurs générations du fait d'une certaine stabilité des attitudes politiques de la part des électeurs et de l'influence de la famille dans la socialisation politique. Comme il est un produit du passé, il a cependant tendance à s'atténuer avec le temps, ce qui correspond à une certaine banalisation du comportement électoral en Alsace par rapport à celui des autres régions de France

La recomposition interne de la gauche et la perte d'influence du parti communiste : Jusqu'en 1981, la gauche était constituée principalement du parti socialiste et du parti communiste. La plus grande partie de l'écart était due à un écart entre le vote communiste au niveau national et le vote communiste en Alsace (plus de 10 points d'écart) alors que l'écart était beaucoup plus faible pour le vote socialiste (cf. tableau 4). L'effondrement du parti communiste depuis 1981, tant au niveau national qu'en Alsace, entraîne de façon mécanique une réduction des écarts pour le vote communiste. A l'inverse le fait que le vote vert soit plus élevé en Alsace que dans la plupart des autres régions de France va dans le sens d'une réduction des écarts entre le vote à gauche en Alsace et le vote à gauche au niveau national (au cas où l'on comptabilise le vote vert comme un élément du vote à gauche)

Tableau 4

Le vote socialiste et le vote communiste aux élections législatives de 1945 à 2002 : Comparaison Alsace France

(En pourcentage des suffrages exprimés)

	Le vote socialiste (SFIO puis PS)			Le vote communiste (PCF)		
	Alsace	France	Ecart	Alsace	France	Ecart
1945	21,1	23,4	2,3	10,8	26,2	15,4
1946	17,7	21,1	3,4	12,4	25,9	13,5
1948	14,7	17,8	3,1	13,3	28,2	14,9
1951	10,2	14,6	4,4	10,9	26,9	16
1956	12	15,2	3,2	11,7	25,9	14,2
1958	10,9	15,7	4,8	7	19,2	12,2
1962	6,8	12,6	5,8	6,8	21,7	14,9
1967	8,7	18,7	10	9,1	22,4	13,3
1968	9	16,5	7,5	7,2	20	12,8
1973	12,3	19	6,7	7,9	21	13,1
1978	19,2	22,4	3,2	6,6	20,5	13,9
1981	30,8	37	6,9	3,2	15	12,8
1986	23,1	32	8,9	1,7	9,8	8,1
1988	30,8	34,8	4	2,3	11,2	8,9
1993	11,4	17,6	6,2	2,2	9,2	7
1997	17,2	23,6	6,4	2,3	10	7,7
2002	16,3	25,7	9,4	1	4,8	3,8

Commentaire

De 1945 à 2002, le vote socialiste d'une part et le vote

communiste d'autre part évoluent de façon parallèle entre l'Alsace et la France dans son ensemble.

Le vote socialiste diminue d'élections en élections de 1945 à 1962, date à laquelle il atteint son niveau le plus faible aussi bien en Alsace qu'au niveau national. A partir de 1967 il opère une remontée pour atteindre un maximum en 1981.

Le vote communiste est stable sous la IV^e république aussi bien en Alsace que dans la France dans son ensemble. Il connaît un premier tassement en 1958 et une forte réduction à partir de 1981 (en Alsace ainsi qu'au niveau national).

De 1945 à 1981, l'écart de vote à gauche entre l'Alsace et la moyenne nationale provient principalement d'un écart pour le vote communiste.

A partir de 1981, la chute du parti communiste entraîne de façon mécanique une réduction de cet écart, lequel se déplace en partie vers le vote pour le parti socialiste, pour lequel il tend à augmenter.

Tableau 5

Les élections présidentielles en Alsace

(En pourcentage des suffrages exprimés)

1^{er} tour

	P74	P81	P88	P95	P02
Gauche	32,1	32,3	33,1	28,6	34
Droite	59,7	62,6	35,8	45,5	37,4
Verts	1,4	4,9	9,3	classés à gauche	
Ext-droite	0,4	-	21,8	25,4	27,7
Autres	6,4	-	-	0,4	1

2^e tour

	P74	P81	P88	P95	P2002
Gauche	33,5	37,1	49,1	42,1	-
Droite	66,5	62,9	50,9	57,9	78,6
Ext-droite					21,4

Commentaire

L'émergence électorale de l'extrême droite à partir des européennes de 1984 s'est faite entièrement au détriment de la droite traditionnelle, qui à partir de la présidentielle de 1988 perd sa position de prédominance absolue qu'elle avait aux scrutins précédents dès le premier tour (passage de 62,6% à 35,8% des voix de 1981 à 1988). En revanche, les résultats électoraux de la gauche aux premiers tours ne sont pas affectés par la poussée de l'extrême droite (passage de 32,3% à 33,1% des voix de 1981 à 1988):

Aux présidentielles de 1988 et de 1995, la gauche effectue un bond important entre le premier et le second tour, du fait de réserves de voix constituées en partie par des électeurs du Front national du premier tour.(cf. les tableaux 6 et 7 qui décrivent en détail le processus de report de voix aux présidentielles de 1995 et de 1988)

Non seulement les électeurs du Front national aux présidentielles de 1988 et de 1995 constituent un manque à gagner pour la droite traditionnelle pour le premier tour par rapport à ses scores de premier tour aux présidentielles de 1974 et de 1981, mais aux seconds tour de 1988 et de 1995, ces électeurs du Front national ne se reportent pas tous vers le candidat de la droite traditionnelle et certains votent pour le candidat de gauche.

Ce phénomène explique les scores exceptionnellement élevés de la gauche en Alsace aux seconds tours

des présidentielles de 1988 (49,1% des voix) et de 1995 (42,1% des voix). Mais un tel phénomène ne se produit ni aux élections à tour unique (européennes ou régionales de 1986 à 1998) pour lesquels le Front national est présent, ni aux régionales de 2004, pour lequel le Front national était présent aux deux tours et où ce phénomène de report de voix vers la gauche d'électeurs du Front national du premier tour ne s'est par conséquent pas produit (34,5% des voix pour la gauche au second tour des régionales de 2004)

Tableau 6

Election présidentielle de 1988

1 ^{er} tour		2 ^e tour	
Inscrits :	1 053 545	Inscrits :	1 054 383
Abstentions :	181 623	Abstentions :	179 214
Blancs et nuls :	27 191	Blancs et nuls :	40 653
Exprimés :	844 731	Exprimés :	834 519
Laguiller	15 014		
Juquin	6 958		
Boussel	2 367		
Lajoinie	11 792		
Mitterrand	243 095	Mitterrand :	409 923
Total gauche :	279 226		
Barre	155 302		
Chirac	146 785	Chirac	424 593
Total droite :	302 177		
Waechter	78 911		
Le Pen	184 507		

Commentaire

Au second tour, François Mitterrand a eu 130 697 voix de plus que le total des voix de gauche au premier tour. Au second tour, Jacques Chirac a eu 122 416 voix de plus que le total des voix de droite au premier tour. Même en supposant que tous les électeurs Waechter du premier tour aient voté Mitterrand au second tour (ce qui par ailleurs est peu probable), cet apport de voix n'est pas suffisant pour expliquer l'augmentation du score de la gauche d'un tour à l'autre. Une telle augmentation ne peut s'expliquer que par un apport de voix Le Pen du premier tour.

Tableau 7

Election présidentielle de 1995

1 ^{er} tour		2 ^e tour	
Inscrits :	1 112 092	Inscrits :	1 112 014
Abstentions :	227 388	Abstentions :	244 607
Blancs et nuls :	24 111	Blancs et nuls :	72 048
Exprimés :	860 593	Exprimés :	795 359
Laguiller :	42 207		
Hue	27 085		
Jospin	145 202	Jospin :	334 999
Voynet	32 934		
Total gauche :	247 428		
Balladur	211 061		
Chirac	143 457	Chirac :	460 360
De Villiers			37 253
Total droite :	391 771		
Cheminade	2750		
Le Pen	218 644		

Commentaire

Au second tour, Lionel Jospin a eu 87 571 voix de plus que le total des voix de gauche au premier tour. Au second tour, Jacques Chirac a eu 68 589 voix de plus que le total des voix de droite au premier tour. Ces voix ne peuvent pas venir d'abstentionnistes ou de vote blancs ou nuls du premier tour qui se seraient exprimés au second tour, car le nombre de suffrages exprimés est passé de 860 593 à 795 359 d'un tour à l'autre. Les 218 644 électeurs de Le Pen du premier tour se sont répartis au second tour en trois tiers à peu près égaux : abstentionnisme ou vote blanc, vote Jospin et vote Chirac.

Tableau 8

Présidentielles de 1981 – second tour : les cantons du Bas-Rhin

(score de François Mitterrand – en pourcentage des suffrages exprimés)

Cantons	Scores supérieurs à la moyenne	Scores inférieurs à la moyenne	
	Second tour	Cantons	Second tour
Strasbourg 1	36,2	Barr	28,7
Strasbourg 2	41,1	Benfeld	32,9
Strasbourg 3	45,4	Bischwiller	27,8
Strasbourg 4	36,3	Bouxwiller	28,9
Strasbourg 5	39,1	Brumath	33,8
Strasbourg 6	46,8	Drulingen	28,9
Strasbourg 7	40,8	Erstein	35,8
Strasbourg 8	40,3	Haguenau	27,8
Strasbourg 9	41,5	Hochfelden	25,1
Strasbourg 10	48	Lauterbourg	24,5
		Marckolsheim	28,4
		Marmoutier	24,8
Bischheim	48,9	Molsheim	34,1
Illkirch-Graff.	44,6	Niederbronn	34
Schiltigheim	46,3	Obernai	30,2
Geispolsheim	41,2	La Petite Pierre	30,3
		Rosheim	28,3
		Sarre-Union	32,9
Saales	37,7	Saverne	30,6
Schirmeck	42,1	Sélestat	37,2
		Seltz	15,1
		Soultz	23
		Truchtersheim	27,9
		Villé	31,6
		Wasselone	28,5
		Wissembourg	24
		Woerth	29,1
		Mundolsheim	38,6
Alsace :	37,1		

Commentaire

Par rapport à la moyenne alsacienne, la gauche a progressé dans l'agglomération strasbourgeoise de 1981 à 2004, mais sa faiblesse dans les cantons extérieurs à Strasbourg pouvait déjà être observée en 1981.

Tableau 9

Présidentielles de 1988 – second tour : les cantons du Bas-Rhin

(score de François Mitterrand – en pourcentage des suffrages exprimés)(le chiffre entre parenthèse indique le score de François Mitterrand au premier tour)

Cantons	Scores supérieurs à la moyenne	Scores inférieurs à la moyenne	Cantons	Second tour
	Second tour	Second tour		
Strasbourg 1	44,2	Barr		39,6
Strasbourg 2	50,3 (28,7)	Benfeld		47,1
Strasbourg 3	53,5 (32,2)	Bischwiller		50,3 (30,9)
Strasbourg 4	43,5	Bouxwiller		49,9 (25,8)
Strasbourg 5	46,7	Brumath		49,3 (28,5)
Strasbourg 6	55,4 (31,6)	Drulingen		49
Strasbourg 7	47	Erstein		49,5 (29,7)
Strasbourg 8	49	Haguenau		45
Strasbourg 9	51,6 (28,9)	Hochfelden		43,8
Strasbourg 10	57 (32,8)	Lauterbourg		40,9
		Marckolsheim		47,1
		Marmoutier		40,5
Bischheim	55,2 (32,1)	Molsheim		47,6
Illkirch-Graff.	50,2 (29,7)	Niederbronn		52,9 (31)
Schiltigheim	56,4 (33,4)	Obernai		44,8
Geispolsheim	49,5 (29)	La Petite Pierre		55,6 (30,1)
		Rosheim		43,1
		Sarre-Union		50,3 (27,2)
Saales	48	Saverne		43,3
Schirmeck	53,1 (32,6)	Sélestat		50,5 (32)
		Seltz		43,2
		Soultz		49,7 (31,9)
		Truchtersheim		41,2
		Villé		46,5
		Wasselone		41,4
		Wissembourg		43,5
		Woerth		50,4 (32)
		Mundolsheim		46,7
Alsace :	49,1 (28,8)			

Commentaire

Le vote à gauche au second tour de la présidentielle de 1988 est atypique par rapport à ce qu'il est aux autres élections. Non seulement il est particulièrement élevé en moyenne générale, mais il est également très élevé dans certains cantons ruraux.

Tableau 10

Scores obtenus par la liste Jacques Bigot (PS-verts) aux régionales de 2004 : les cantons du Bas-Rhin

(En pourcentage des suffrages exprimés)

Cantons	Scores supérieurs à la moyenne	Scores inférieurs à la moyenne	Cantons	Second tour
	Second tour	Second tour		
Strasbourg 1	47,2	Barr		27,7
Strasbourg 2	58,4	Benfeld		30,7
Strasbourg 3	54,8	Bischwiller		26,5
Strasbourg 4	44,5	Bouxwiller		29,1
Strasbourg 5	38,8	Brumath		31,5
Strasbourg 6	50	Drulingen		25,1
Strasbourg 7	43,9	Erstein		32,6
Strasbourg 8	47,7	Haguenau		28,4
Strasbourg 9	46,8	Hochfelden		27,5
Strasbourg 10	41,5	Lauterbourg		26
		Marckolsheim		29,5
		Marmoutier		24,8
Bischheim	40,8	Molsheim		32
Illkirch-Graff.	42,7	Niederbronn		26,1
Schiltigheim	46	Obernai		29,4
Geispolsheim	34,7	La Petite Pierre		28,5
		Rosheim		28,9
		Sarre-Union		27,5
Saales	34,5	Saverne		29,2

Schirmeck	35,9	Sélestat	33,7
		Seltz	20,6
		Soultz	28,5
		Truchtersheim	31,5
		Villé	32,4
		Wasselone	28,9
		Wissembourg	26,7
		Woerth	28,9
		Mundolsheim	33,6

Alsace : 34,5

Commentaire

Le vote de gauche dans le Bas-Rhin est un vote principalement urbain. Dans les cantons strasbourgeois et de l'agglomération strasbourgeoise, la gauche obtient un score supérieur à la moyenne alsacienne. Partout ailleurs (à l'exception des cantons de Saales et de Schirmeck) elle a un score inférieur.

Tableau 11

Scores obtenus par la liste Jacques Bigot (PS-verts) aux régionales de 2004 : les cantons du Haut-Rhin

(En pourcentage des suffrages exprimés)

Cantons	Scores supérieurs à la moyenne	Scores inférieurs à la moyenne	Cantons	Second tour
	Second tour	Second tour		
Mulhouse nord	43,1	Altkirch		31,7
Mulhouse est	38,4	Dannemarie		31,3
Mulhouse ouest	41,9	Kaysersberg		30,9
Mulhouse sud	35,4	Andolsheim		32,3
		Ferrette		24,9
		Habsheim		33,9
Colmar-nord	37,4	Hirsingue		27,5
Colmar-sud	38,2	Huningue		29,1
		Kaysersberg		30,9
Cernay	40,5	Sierentz		28,3
Ensisheim	37,1	Masevaux		33,4
Guebwiller	40	Munster		28,7
Soultz	42	Neuf-Brisach		32,3
Thann	39,5	Ribeauvillé		26,7
Wittenheim	39	Rouffach		33,9
Illzach	36,1	Saint-Amarin		28,5
		Ste Marie-M.		33,7
Lapoutroie	36,2			
Alsace	34,5			

Commentaire

Dans le Haut-Rhin, le vote à gauche concerne principalement les agglomérations de Mulhouse et de Colmar ainsi que les cantons de l'ancien bassin potassique.

Tableau 12

Les députés de gauche élus en Alsace de 1981 à 2002

Législatives de 1981 :

2 députés sur un total de 13 députés

- Jean Oehler à Strasbourg II
- Jean-Marie Bockel à Mulhouse

Législatives de 1986 : 4 députés sur un total de 16 députés (scrutin proportionnel)

- Jean Oehler et Catherine Trautmann dans le Bas-Rhin
- Jean Marie Bockel et Jean Grimont dans le Haut-Rhin

Législatives de 1988 : 3 députés sur un total de 16 députés

- Jean Oehler à Strasbourg-Schiltigheim III
- Jean Marie Bockel à Mulhouse
- Jean Pierre Bauemler à Guebwiller

Législatives de 1993 : Aucun député socialiste, mais un député élu avec le soutien du parti socialiste

- Alfred Muller à Strasbourg Schiltigheim III

Législatives de 1997 : 3 députés sur un total de 16 députés

- Catherine Trautmann à Strasbourg – Centre I
- Jean Marie Bockel à Mulhouse
- Jean Pierre Baeumler à Guebwiller

Législatives de 2002 : un député sur un total de 16 députés

- Armand Jung à Strasbourg centre I

Tableau 13

Le nombre de cantons avec un conseiller général de gauche dans le Bas-Rhin

Cantonaux de 1976 : 1 élu :

- M. Brunschweiler à Strasbourg 5 (Robertsau)

Total : 1

Cantonaux de 1979 : 3 élus :

- Jean Oehler à Strasbourg 6
- Raymond Gruber à Strasbourg 10
- Alfred Muller à Schitigheim

— Total : 4

Cantonaux de 1982 : Aucun élu (M. Brunschweiler battu)

— Total : 3

Cantonaux de 1985 : 1 élu

- Alfred Muller à Schitigheim

— Total : 1

Cantonaux de 1988 : 2 élus

- Armand Jung à Strasbourg 9
- Gilbert Estève à Sélestat (élection partielle)

— Total : 2

Cantonaux de 1992 : 1 élu

(Gilbert Estève réélu à Sélestat)

— Total : 2

Cantonaux de 1994 : 1 élu

(Armand Jung réélu à Strasbourg 9)

— Total : 2

Cantonaux de 1998 : 3 nouveaux élus et un sortant battu :

- Jean-Jacques Renaudet, successeur de Gilbert Estève à Sélestat, battu en 1998
- Jean Jacques Gsell élu à Strasbourg 2
- Serge Oehler à Strasbourg 6
- Jean Claude Petitdemange à Strasbourg 10

— Total : 4

Cantonaux de 2001 : 1 sortant réélu, 2 nouveaux élus et un départ

- Armand Jung réélu à Strasbourg 9
- Robert Herrmann élu à Strasbourg 1
- Henri Dreyfus à Strasbourg 3

— Total : 5

- Jean Claude Petitdemange n'est plus au PS

Cantonaux de 2004 : 2 sortants réélus et un nouvel élu

- Jean Jacques Gsell réélu à Strasbourg 2
 - Serge Oehler réélu à Strasbourg 6
 - Philippe Bies élu à Strasbourg 8
- Total : 6

Tableau 14

Le vote à gauche de 1912 à 1945 : comparaison Alsace – France

(législatives : en pourcentage des suffrages exprimés)

Année	Alsace			France		
	Rad. soc.	SFIO	PCF	Rad. soc.	SFIO	PCF
1912		SPD 35,5				
1919	5,4	36,7	–	17,4	20,1	–
1924	8,9	28,6	11,3	17,9	20,2	9,8
	Cartel des gauches= 37,5			Cartel des gauches=38,1		
1928	3,8	20	17	17,8	18,0	11,3
1932	2,3	19	8	19,2	20,5	8,3
1936	1,3	17	14	14,5	19,9	15,3
1945		21,1	10,8		23,4	26,2
		Gauche=31,9			Gauche=49,6	

Commentaire

Les lignes qui suivent constituent des pistes de recherche qu'il convient d'approfondir et de discuter. Aux législatives de 1919, comparativement à la moyenne nationale, l'Alsace se caractérise par un vote SFIO très élevé (36,7% des voix en Alsace contre 20,1% au niveau national) et par un vote radical socialiste très faible (5,4% des voix contre 17,4%). Cette situation constitue un legs de la période allemande antérieure à 1914 : la SFIO en Alsace retrouve en 1919 le score de la SPD en Alsace de 1912 (35,5% des voix), dont elle est issue. Le parti radical socialiste en 1919 est un parti nouveau qui n'existait pas avant 1914. Aux législatives de 1924, le cartel des gauches (Radicaux socialistes et SFIO) a un score alsacien presque aussi élevé que son score moyen national (37,5% des voix contre 38,1% des voix). Mais en Alsace, c'est la SFIO qui domine dans le cartel des gauches, malgré une progression du parti radical socialiste de 1919 à 1924. Quant au PCF, son score alsacien est supérieur à son score moyen national (11,3% des voix contre 9,8% au niveau national). La somme des scores Radicaux socialistes, SFIO et PCF est de 48,8% des voix en Alsace et de 47,9% au niveau national (soit un léger décalage en faveur de la gauche en Alsace) Les législatives de 1928 permettent d'enregistrer une « évolution divergente » entre l'Alsace et la moyenne nationale : forte baisse électorale en Alsace du parti radical socialiste et de la SFIO par rapport aux scores de 1924 alors qu'une telle baisse n'a pas lieu au niveau national. Par ailleurs, poussée électorale du PCF en Alsace beaucoup plus forte qu'au niveau national. Cette double « évolution divergente » entre l'Alsace et la moyenne nationale est la conséquence d'une « régionalisation » du débat politique en Alsace

autour de questions telles le statut local, le statut confessionnel des écoles, la question nationale avec l'autonomisme, la question linguistique ainsi que du reclassement des partis politiques en Alsace par rapport à ces questions (scission à l'intérieur du parti radical socialiste en 1926 et création de la Fortschrittspartei, rapprochement des communistes, des autonomistes et de l'aile régionaliste de l'UPR (le parti catholique), prises de position de la SFIO et du parti radical socialiste en faveur de l'introduction en Alsace de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat).

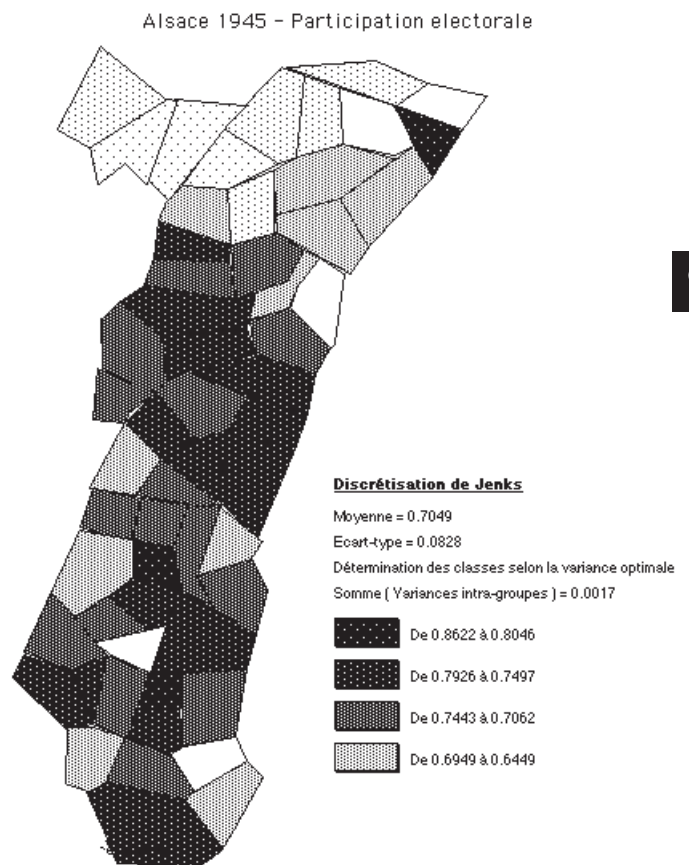
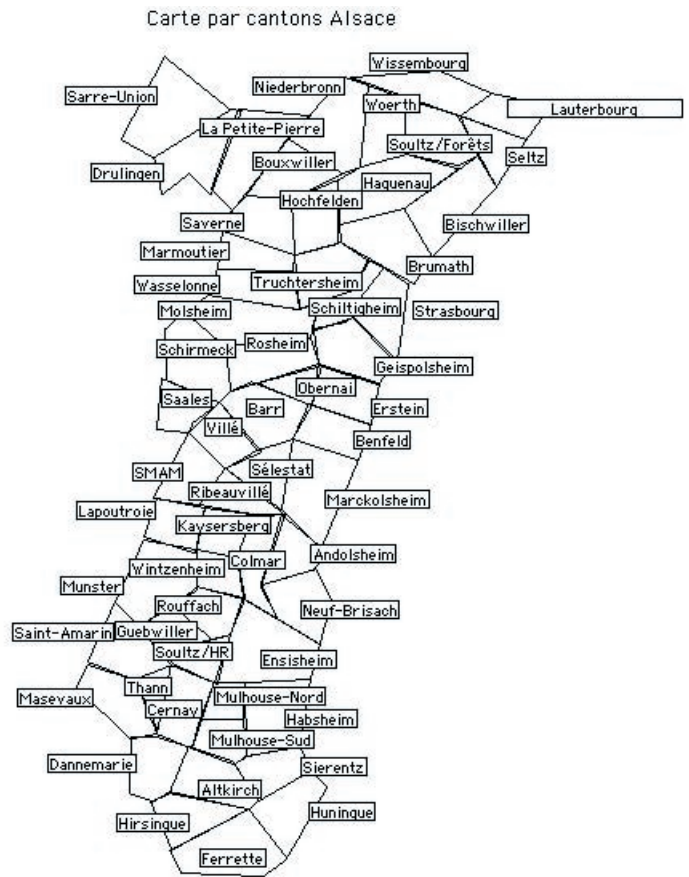
Aux législatives de 1932, la baisse du parti radical socialiste et de la SFIO se poursuit (alors que ces deux partis progressent au niveau national). Le PCF s'effondre en Alsace, suite à la scission de 1929 et la création du PCAL. En 1932, la gauche (au sens large avec le PCF et le PCAL compris) a 37,4% des voix en Alsace et elle est fortement divisée, notamment sur la question nationale (rapport à l'autonomisme). En 1932, la gauche au sens large en France (PCF compris) a 54,2% des voix : l'écart est de 16,8 points au détriment de la gauche en Alsace.

En 1936, le PCF progresse aussi bien en Alsace qu'au niveau national, mais le décalage entre le vote à gauche en Alsace et le vote à gauche au niveau national, observable en 1932, se maintient. Le Front populaire a 57,3% des voix au niveau national contre 37,9% en Alsace (En comptant la Fortschrittspartei et le PCAL parmi les partis du Front populaire. Si on considère que le PCAL n'est plus de gauche, la gauche n'a que 33,5% des voix en Alsace et l'écart est encore plus grand).

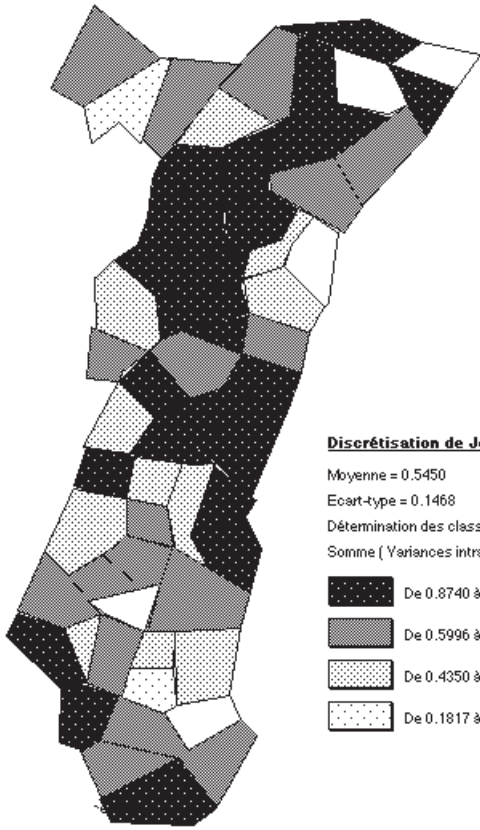
En 1945, la SFIO progresse de façon parallèle en Alsace et au niveau national par rapport à son score de 1936. Le PCF en Alsace recule alors qu'en France il progresse de façon considérable et devient le premier parti de France. Au niveau national, il bénéficie de son action dans la résistance et il progresse particulièrement dans les zones de forte implantation électorale radicale socialiste sous la III^e république. Pour l'Alsace, il faudrait s'interroger sur l'influence de l'incorporation de force sur le front russe sur le recul du vote communiste (autre hypothèse possible : le souvenir de sa proximité avec l'autonomisme pendant l'entre deux guerres, alors qu'à partir de 1945 l'autonomisme est rejeté).

Quoi qu'il en soit, l'écart entre le vote à gauche en Alsace et le vote à gauche au niveau national s'est mis en place de 1924 à 1945. En 1945, il est de 17,7 points (somme des écarts pour le vote SFIO et le vote PCF). Il conserve un niveau élevé jusqu'à la fin des années 1970 et commence à se réduire à partir des années 1980 (cf. tableau 4).

Cartes électorales François Igersheim

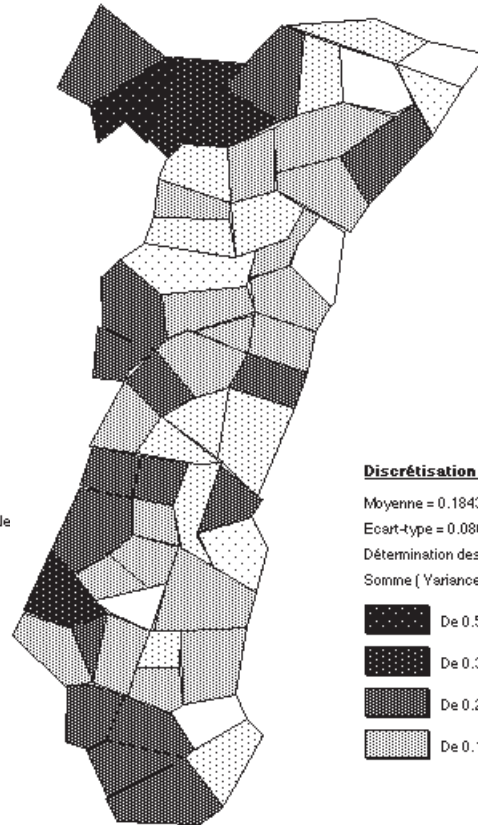


MRP Alsace constituante 1945

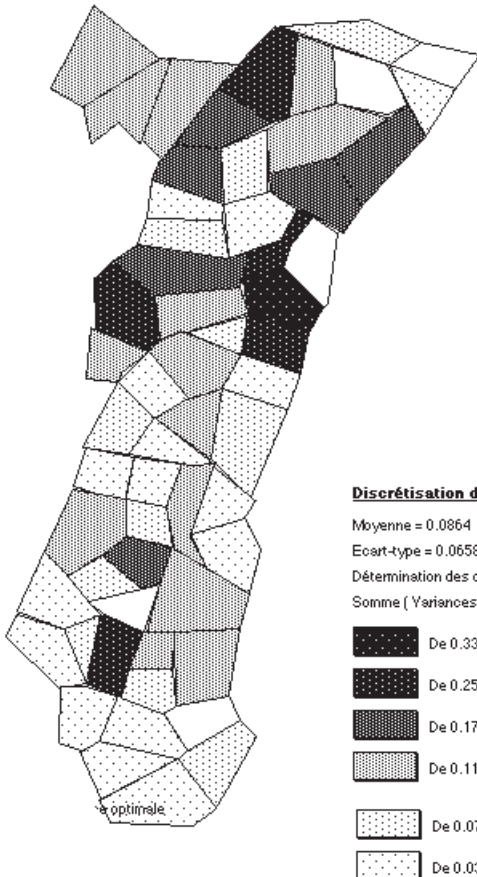


Gaullistes

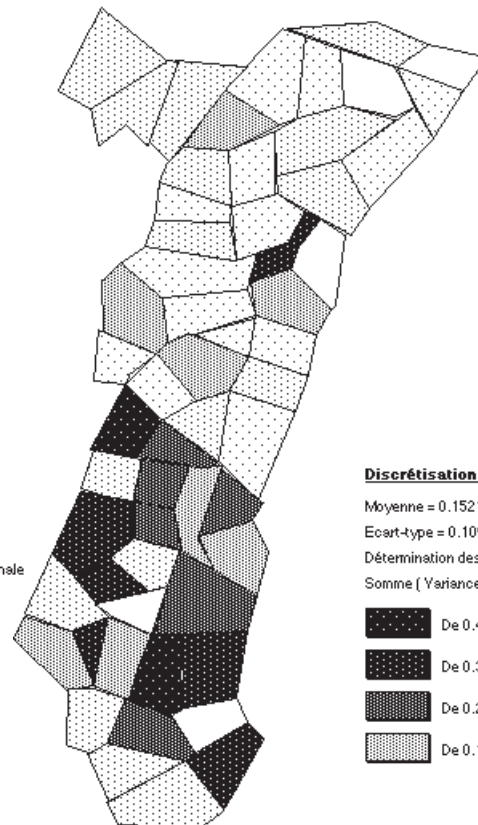
Constituante octobre 1945



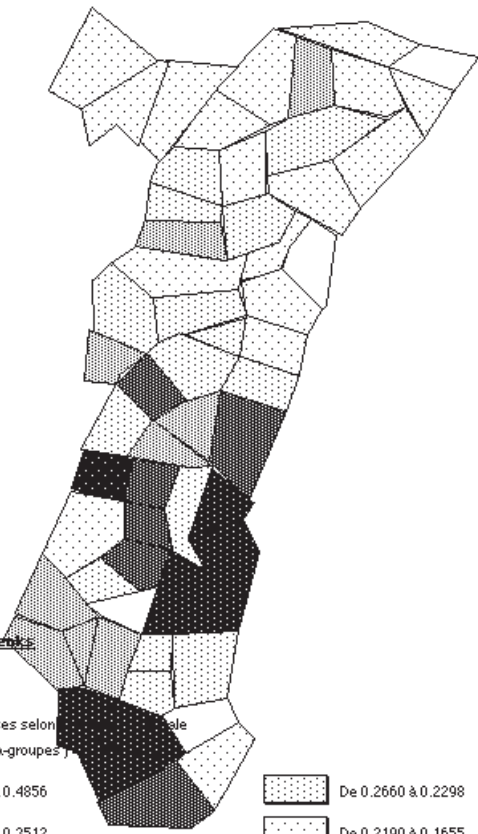
Alsace 1945 - Suffrages communistes



SFIO Constituante octobre 1945



RPF 1951 - elections législatives



Discrétisation de Jenks

Moyenne = 0.2639
 Ecart-type = 0.0653
 Détermination des classes selon la variance optimale
 Somme (Variances intra-groupes) = 0.0029



MRP 1951 - par rapport aux exprimés

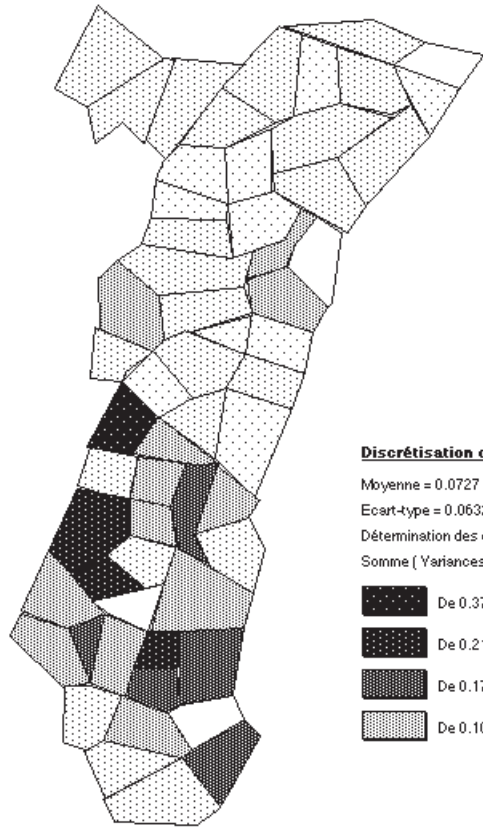


Discrétisation de Jenks

Moyenne = 0.4143
 Ecart-type = 0.1157
 Détermination des classes selon la variance optimale
 Somme (Variances intra-groupes) = 0.0029

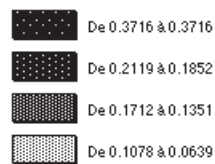


SFIO 1951 PAR RAPPORT AUX EXPRIMÉS

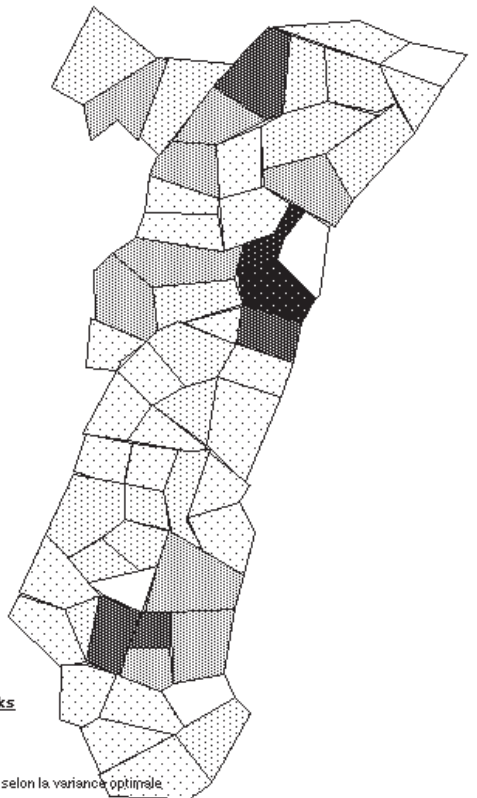


Discrétisation de Jenks

Moyenne = 0.0727
 Ecart-type = 0.0632
 Détermination des classes selon la variance optimale
 Somme (Variances intra-groupes) = 0.0005



PCF 1951 par rapport aux exprimés



Discrétisation de Jenks

Moyenne = 0.0877
 Ecart-type = 0.0653
 Détermination des classes selon la variance optimale
 Somme (Variances intra-groupes) = 0.0006



almemos@yahoo.fr

Président

Léon Strauss
6, rue Daniel Hirtz
67000 Strasbourg
03 88 36 63 09
strastra@noos.fr

Secrétaire

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
francoise.olivier-utard@gersulp.u-
strasbg.fr

Trésorier

François Uberfill
195, rue du Rhin-Tortu
67100 Strasbourg
03 88 39 31 46
uberfill.francois@wanadoo.fr

Rédaction du bulletin

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
francoise.olivier-utard@gersulp.u-
strasbg.fr

Site Maitron

www.maitron.org

Gérant de la publication

Léon Strauss

Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg
pierreroesch@wanadoo.fr

SÉMINAIRE INTERNE DU 29 OCTOBRE 2005

9 h – 12 h
Institut des études politiques, amphi 318
47, avenue de la Forêt-Noire – Strasbourg

Le vote de gauche en Alsace

COLLOQUE ANNUEL 2005

3 décembre 2005, 9h – 17h
Salle pasteur – Palais Universitaires

**Enseignants du public
Organisations, mobilisations, influences
1918 – 1980**

Ce colloque sera l'occasion de réunir des personnalités locales
et nationales, des historiens et des témoins.
Il intéressera des collègues bien au-delà des forces de notre association.

Nous espérons qu'il pourra cette fois encore donner lieu à une publication
de qualité.

Le prochain bulletin donnera toutes les informations utiles.

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à l'association Almémos, 6, rue Daniel-Hirtz, 67000 Strasbourg

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 15 euros
— 30 euros pour les personnes morales.

Date

Signature
